

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 15/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIE RHÔNE-ALPES

4, rue Denise Bastide
42100 SAINT ETIENNE

Références : UID4243-DSSP-023-0440
Code AIOT : 0003204903

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement ENVIE RHÔNE-ALPES implanté 4, rue Denise Bastide 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se déroulait dans le cadre du PPC 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE RHÔNE-ALPES
- 4, rue Denise Bastide 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0003204903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de traitement de déchets dangereux et de DEEE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 8.7.3	Lettre de suite préfectorale	15 jours
8	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 4.4.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Déclaration	Arrêté Ministériel du	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	annuelle des émissions polluantes	31/01/2008, article 4		
10	Remise en état de GEM-F	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 9.2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 III d)	Sans objet
3	Dossier ICPE du site	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4	Sans objet
4	Propreté	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 2.3.1	Sans objet
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet
7	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 4.1.1, 4.5.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a démarré son activité récemment, un certain nombre de points ne sont pas encore en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques ICPE du site
Constats : Le site d'ENVIE RHONE ALPES à Saint-Etienne est un site nouvellement autorisé par arrêté préfectoral du 22 juin 2022, pour l'exploitation d'installations de traitement de déchets dangereux et de DEEE.

Les DEEE proviennent pour 70% d'entre eux, des déchetteries autour de Saint-Etienne. Une collecte est organisée tous les jours dans environ 120 points de collecte récurrents.

Lorsque les déchets arrivent sur le site, ils sont pesés et sont répertoriés en fonction de leur nature (fiches produits). Leur statut est ensuite déterminé à l'occasion d'un pré-tri réalisé sur des critères visuels. Une équipe de techniciens qualifiés fait ensuite un tri plus précis des appareils, avec un diagnostic poussé. Enfin, les appareils sont nettoyés, réparés et conditionnés pour la revente sur site. Un SAV est mis en place pour les clients.

Une fraction notable des DEEE transitant sur le site sont réparés et revendus dans le magasin. Les prévisions de l'exploitant sont les suivantes : environ 7000 T de DEEE entrants sur le site chaque année, et environ 3500 appareils réparés par an, avec des perspectives de croissance du nombre d'appareils réparés.

Un atelier de recharge des GEM-F avec du R-600A (isobutane) est présent au sein du site. Il est isolé du reste de l'entrepôt par des parois coupe feu et est correctement ventilé. Lorsque des appareils sont dirigés dans ce local, un diagnostic de maintien en température est effectué, puis le reste de fluide frigorigène présent dans le circuit est déchargé (poussage à l'azote et à l'huile). Une recharge est ensuite effectuée à l'aide d'un compresseur, avec un test d'étanchéité.

Le site a été mis en service à la mi-2023. Un certain nombre de documents ne sont donc pas encore consultables. Ils devront cependant être tenus à la disposition de l'inspection dans un dossier dédié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 III d)

Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de registre des refus de prise en charge de déchets sur son site. Il peut cependant connaître les caractéristiques des déchets refusés via un système informatique commun au producteur de déchets et à son site. Il lui est donc demandé de faire en sorte que ce registre informatique soit aisément consultable lors d'une inspection ou à la demande de la DREAL. Un extrait de ce document sur l'année 2023 sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Dossier ICPE du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Dossier Installation classée

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] - le registre des déchets (cf. article 13) [...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre entrées - sorties des déchets. Un certain nombre de colonnes ne sont pas à jour (adresse du producteur à l'origine des déchets, SIRET du producteur de déchets, ...). Il est donc demandé à l'exploitant de compléter ce registre et de le tenir à jour.

Un extrait de ce document sur les années 2022 et 2023 par mois et par flux, ainsi que l'état des stocks à jour sera transmis à l'inspection en complément.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...
Constats : Les abords du site ne sont pas nettoyés en certains endroits (présence de plastiques, de morceaux de cartons, ...). L'exploitant indique que le nettoyage des extérieurs n'est pas fait à une fréquence déterminée, mais uniquement lorsque des envols sont visibles par exemple. Il est donc demandé à l'exploitant de procéder à un nettoyage régulier de son site en fixant une périodicité (par exemple deux fois par semaine en fin de période de travail) dans ses procédures de nettoyage. Une commande de balayeuses est prévue par l'exploitant afin de faciliter le nettoyage des surfaces extérieures du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Distinction des zones
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : Il a été constaté que tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des bâtiments, les aires de réception, transit, regroupement, tri et stockage ne sont pas clairement identifiées. L'exploitant indique que des travaux sont prévus avant la fin de l'année 2023 en ce sens. De ce fait, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection son planning prévisionnel des travaux et des photographies de la signalétique mise en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre le feu
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] - d'une réserve de sable meuble et sec, ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre, en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles [...]
Constats : Il est demandé à l'exploitant de disposer d'une réserve d'absorbant supplémentaire dans la partie "réemploi" du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 4.1.1, 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, s'effectuent dans le réseau public d'eau potable pour une quantité globale maximale de 765 m ³ / an.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre mensuel des consommations d'eau, mais celui-ci présente des incohérences. Il lui est donc demandé de le mettre à jour et d'ajouter une colonne de calcul des cumuls de consommation afin qu'il puisse se comparer à la consommation annuelle maximale autorisée de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : Tableau des valeurs limites en concentration moyenne journalière
Constats : L'exploitant est soumis à une analyse annuelle de ses rejets d'eaux résiduaires, qui sont dirigés vers la STEP de St Etienne Métropole. Il lui est donc demandé de transmettre ses analyses via l'application GIDAF (demande de droits d'accès à effectuer). Il est également soumis à une analyse annuelle de ses eaux pluviales avant rejet au milieu naturel. L'analyse a été faite pour l'année 2023, mais l'exploitant n'a pas reçu le rapport. Dès sa réception, il sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERP
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31

<p>décembre ;</p> <p>-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.</p> <p>III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer chaque année avant le 31 mars de l'année n+1, dans l'application GERP, ses émissions polluantes dans l'air, dans l'eau et en particulier les quantités de déchets dangereux et non dangereux transitant sur son site.</p> <p>Une demande de droits d'accès devra être faite par l'exploitant au service support GERP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Remise en état de GEM-F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2022, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Recharge des fluides frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre de l'activité de remise en état de Gros Electroménager Froid (GEM-F), les interventions sur les circuits de réfrigération sont effectuées uniquement sur des circuits utilisant des fluides frigorigènes qui ne sont pas identifiés comme gaz appauvrissant la couche d'ozone. Des consignes spécifiques pour s'assurer de cette disposition sont établies par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant devra améliorer ses procédures de déchargement des fluides dans les GEM-F, en mettant en place une double vérification de la nature des fluides présents avant leur recharge (étiquette présente sur le compresseur et sur l'appareil). Cela permettra de s'assurer qu'il ne s'agit pas de gaz appauvrissant la couche d'ozone.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois